



Regards sur l'économie allemande

Bulletin économique du CIRAC

104 | 2012

Varia

Une croissance 'modèle'

Isabelle Bourgeois



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/4385>

ISBN : 978-2-8218-1286-4

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 13 avril 2012

Pagination : 3-4

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Une croissance 'modèle' », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 104 | avril 2012, mis en ligne le 17 avril 2012, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rea/4385>

Une croissance 'modèle'

Dans le contexte actuel de faiblesse conjoncturelle en Europe, la robuste santé de l'économie allemande fait exception. Après s'être effondré de 5,1 % en 2009, le PIB s'est rapidement redressé en 2010 (+ 3,7 %), et il a même dépassé son niveau d'avant la crise au cours de l'année écoulée, où la croissance s'est établie à 3,0 %. Depuis deux ans maintenant, l'activité est tirée par deux moteurs : les exportations, quelque peu ralenties actuellement par une demande européenne et mondiale qui fléchit ; et la consommation intérieure, solide, qui contribue de manière croissante au PIB. Le marché de l'emploi, qui a résisté à la crise, se révèle particulièrement dynamique, et le taux de chômage reste le plus bas d'Europe. L'Allemagne respecte largement ses engagements en matière de déficit. Quant au moral des consommateurs (indice GfK), des entreprises (ifo) et même des milieux financiers (ZEW), il est orienté au beau fixe depuis plusieurs mois...

**Deux moteurs :
exportations et
consommation**

Les Allemands ont abordé l'année 2012 avec confiance. Interrogés par l'Institut für Demoskopie d'Allensbach sur la manière dont ils envisagent l'année à venir, 49 % des sondés affirment l'aborder « avec espoir » ; 26 % se montrent sceptiques (17 % répondent « avec crainte »). Même les personnes à faibles revenus (moins de 1 750 € mensuels) partagent largement cet espoir : elles sont 42 %. Mais les plus positifs de tous sont les jeunes (16-29 ans) : ils sont 72 % à considérer la nouvelle année « avec espoir ». Certes, plus on progresse dans l'âge, plus le scepticisme augmente, mais les plus de 65 ans sont tout de même encore 32 % à se montrer optimistes. Ce sondage, mené tous les ans à la même période depuis 1949, est un des baromètres conjoncturels les plus fiables qui existent en Allemagne. Et dès lors, l'année 2012 pourrait connaître une croissance supérieure à celle que prévoit la toujours prudente Bundesbank (+0,6 %) et se rapprocher du +1,3 % qu'avance l'institut IWH (Halle), le plus confiant de tous. C'est dans cette fourchette que devraient se situer également les prévisions du rapport de printemps des grands instituts économiques (il sera publié le 19 avril).

**Profonde confiance
des Allemands**

Un léger ralentissement de l'activité jusqu'à l'été 2012 est prévu depuis plusieurs mois (voir REA 103/2011). Et, comme les fondamentaux se révèlent solides, les experts le considèrent comme temporaire pour une économie aussi dépendante des échanges que l'Allemagne. La demande européenne et mondiale avait en effet fléchi durant la deuxième moitié de 2011, et au dernier trimestre, le PIB avait baissé de 0,2 % par rapport à une hausse de 0,6 % au troisième (Destatis). Pourtant, malgré un recul des exportations au début de l'hiver, l'excédent commercial s'est élevé à 158,1 milliards € sur l'ensemble de l'année ; les exportations, en progression de 11,4 %, ont atteint la valeur record de 1 060,1 milliards €, dont plus de la moitié réalisée au sein de l'UE (+9,9 % en un an) et 420,0 milliards € dans la seule zone Euro (+8,6 %). Les importations ont elles aussi considérablement augmenté (+13,2 %), principalement en provenance de la zone Euro (401,5 milliards €, +12,9 %) et des autres Etats de l'UE (171,1 milliards €, +16,1 %).

**Niveau record des
exportations en 2011**

Les investissements se sont accrus de 6,5 % dans l'ensemble, la hausse étant plus élevée dans les biens d'équipement (+8,3 %) que dans la construction (+5,4 %). Mais le taux d'utilisation des capacités, très élevé (95,5 % en octobre), devrait tirer à sa suite l'investissement dans l'extension des installations. Certes, depuis novembre, les entrées de commandes dans l'industrie ont légèrement reculé, surtout dans le secteur des biens de consommation (-4,1 % entre janvier/février et novembre/décembre) et en provenance de la zone Euro (-4,6 %). Si elles ont également baissé dans le secteur des biens d'investissement (-3,0 %), elles ont par contre augmenté dans celui des biens intermédiaires (+2,8 %). Ce ralentissement, qui est dû essentiellement au recul des grands contrats, ne devrait pas se prolonger, les entrées de commandes dans l'industrie ayant regagné en vigueur (+0,3) au mois de février. Si l'activité industrielle est restée stable, elle demeurera toutefois handicapée sur l'ensemble de l'année 2012 par la faiblesse de la demande de la zone Euro. Elle sera tirée exclusivement par celle des autres pays et la demande intérieure, estime le ministère fédéral de l'Economie (communiqué du 5 avril). Quant à la chute du BTP en février (-17,1 %), elle s'explique exclusivement par le grand froid ; le secteur devrait se redresser rapidement avec l'arrivée des beaux jours.

**Bonne tenue de
l'activité industrielle**

Consommateurs :
« optimisme conjoncturel »

La construction sera tirée aussi par l'habitat, les ménages préférant actuellement profiter de conditions de crédit favorables pour placer leur épargne dans la pierre plutôt que dans les produits financiers qui n'ont pas regagné encore leur pleine confiance. Plus généralement, les consommateurs sont visiblement rassurés par l'adoption du dernier plan de soutien à la Grèce qui a relégué les préoccupations liées à la dette souveraine en queue de l'agenda médiatique, comme le rappelle l'institut GfK (communiqué du 27 mars). Leur « optimisme conjoncturel » est nourri par la bonne tenue de l'emploi : de la fin 2010 à février 2012, le nombre de chômeurs s'est considérablement réduit, passant de 3,13 millions à 2,87 millions ; dans le même temps, le nombre des actifs occupés s'est accru pour atteindre 41,45 millions de personnes en janvier 2012 (IAB). Le nombre de chômeurs devrait continuer de baisser cette année, mais plus lentement, du fait que la hausse prévue du nombre des actifs occupés (près de 500 000 personnes) sera imputable pour moitié environ à la mobilisation de la réserve latente. Si le moral des ménages était soutenu aussi l'an dernier par une série de hausses des salaires conventionnels et de primes qui avaient accru leur revenu disponible de 0,7 % en moyenne par trimestre, il est actuellement assombri par la flambée du prix des carburants. Mais les hausses attendues des salaires conventionnels en 2012 devraient les inciter à consommer davantage, malgré une inflation soutenue, de l'ordre de 2 % sur l'ensemble de 2012 (2,3 % en février). Encouragées par une forte demande intérieure, les entreprises commencent en effet à répercuter sur les prix la hausse des coûts des matières premières comme la hausse des salaires. Dans le contexte de forte croissance, cette inflation « n'est pas préoccupante », explique l'institut DIW, soulignant toutefois que la BCE doit plus que jamais surveiller l'évolution des marchés financiers et parer au risque inflationniste (communiqué du 4 avril).

Une consolidation budgétaire
réussie mais quelque peu timorée

La poursuite du cap de consolidation budgétaire allemand et la perspective de l'adoption d'une 'règle d'or' dans l'UE rassurent tous les acteurs économiques. Le déficit de l'Allemagne, ramené à 1 % du PIB en 2011, devrait s'établir à 0,7 % cette année et tomber à 0,3 % l'an prochain. Pourtant, les experts critiquent largement la timidité de la politique de consolidation : les responsables politiques ne mettent pas réellement à profit la phase de croissance pour réduire la dette. Certes, le ministre fédéral des Finances s'efforce de respecter le 'frein à la dette' constitutionnel, mais devrait s'efforcer à réaliser plus d'économies encore et commencer à comprimer la dette (80,9 % du PIB en 2011). Et si certains Länder se montrent vertueux (la Saxe, par exemple), d'autres en revanche semblent peu se soucier de la règle d'or qu'ils devront respecter en 2020, comme la Rhénanie du Nord-Westphalie dont le gouvernement de coalition de gauche (SPD/Die Linke) a été désavoué lors du vote du programme budgétaire et où des élections anticipées sont programmées le 13 mai. Plus généralement, l'approche de 2020 et la fin, la même année, du Pacte de solidarité avec les Länder allemands (voir REA 102/2011), mais aussi d'importantes échéances électorales dont les élections au Bundestag en septembre 2013, commencent à aviver les crispations sur les budgets du Bund, des Länder et des communes.

« L'EUROPE A LES YEUX RIVÉS SUR NOUS », s'insurge Hans-Peter Keitel, président de la Fédération allemande de l'Industrie BDI. « Nous devons donner l'exemple si nous tenons réellement à ce que toute l'Europe se plie à la consolidation budgétaire », souligne-t-il à l'intention des responsables politiques (*Handelsblatt*, 04-04-2012).

Actuellement, et si on excepte les incertitudes sur l'évolution de la crise de la dette souveraine ou la pénurie menaçante de matières premières, le principal risque conjoncturel est en effet domestique. L'Allemagne, forte de ses performances, ne doit pas oublier de poursuivre les réformes structurelles nécessaires pour mieux encore développer les bases mêmes de sa compétitivité (infrastructures, formation) et asseoir durablement le financement de son modèle social. Que l'Allemagne le veuille ou non, la réussite de son modèle de compétitivité au sein d'une Europe affaiblie par la crise engage sa responsabilité. Plus que jamais, elle doit se souvenir que ses partenaires dans l'UE la considèrent comme un « modèle ». En ce sens, l'élection de Joachim Gauck à la présidence de la République intervient à point nommé pour rappeler en interne, mais aussi à tous les Européens, les fondamentaux de l'économie sociale de marché, principe fondateur de l'Allemagne comme de l'UE : la permanente quête d'équilibre entre prospérité et solidarité, entre liberté individuelle et son corollaire indissociable : la responsabilité collective.

(I. Bourgeois, 05-04-2012)